

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES PEUPLES OPPRIMÉS ET MINORITÉS NATIONALES DES BALKANS

L'anniversaire de la dictature en Yougoslavie

Une année s'est écoulée depuis que la botte militaire de la clique des officiers de la «Main Blanche» et de leur chef, le roi sanguinaire Alexandre, s'est posée sur la poitrine des peuples de Yougoslavie. Depuis une entière année, les dictateurs de Belgrade continuent dans le pays la politique impérialiste grand-serbe, par les moyens les plus sanglants des tyrans médiévaux.

En 1928, la revendication de la liberté et de l'indépendance de la Croatie, de la Macédoine, du Cossovo, du Monténégro et des autres contrées nationales, avait été formulée par les larges masses nationales opprimées, les avait mises en mouvement, et les avait entraînées à la lutte ouverte contre le régime. Le front uni des nations opprimées avec la paysannerie serbe et la classe ouvrière révolutionnaire, se trouvait à la veille de sa réalisation. Le renversement de la tyrannie décennaire grand-serbe et l'affranchissement national et social de tous les peuples de Yougoslavie n'était plus qu'une question d'un très proche avenir.

Les impérialistes grand-serbes firent alors entrer en scène la clique militariste, avec le roi Alexandre à sa tête, pour que, par des méthodes dictatoriales tout ouvertes, elle arrête le mouvement des masses et achève l'oeuvre commencée de l'oppression complète de huit millions et demi de personnes appartenant aux dix nations subjuguées en Yougoslavie. L'assassinat du leader du peuple croate, Stjepan Raditch, et de ses camarades et amis en pleine séance parlementaire, fut le commencement de toute une série de féroces meurtres politiques perpétrés sur les personnes des combattants les plus actifs des nations opprimées, des communistes, des ouvriers révolutionnaires, des intellectuels progressifs. Et le régime dictatorial continue dans cette voie.

Le 6 janvier, les dictateurs grand-serbes, et leurs acolytes, les gros-banquiers et les gros-proprétaires de toutes les nations de Yougoslavie, présenteront leur bilan falsifié et fêteront simultanément «la victoire» de «l'ordre établi» dans l'Etat en même temps que «l'union nationale», au nom de laquelle la dictature prétend avoir été proclamée. La presse du régime fait tous ses préparatifs pour célébrer ce jour-là «le triomphe» de la dictature militaire «unificatrice» sur le «séparatisme» des nations, et pour dérouler aux yeux de l'étranger — après avoir étouffé toute la presse de l'opposition — un tableau magiquement merveilleux de l'avenir du nouvel Etat «consolidé» de Yougoslavie.

Mais tous ces efforts de la dictature et d'une presse stipendiée de laquais, sont en vain. Le bilan annuel de la dictature est gravé dans la conscience de tous les peuples de Yougoslavie, en dépit de toute la censure du régime, et il est impossible de falsifier ce bilan, dont la férocité est par trop évidente.

La régime dictatorial a fait litière de tous les droits politiques des citoyens, en employant, à cette fin, à grands coups de bras, la brutale matraque policière; il a dissout tous les partis politiques, toutes les organisations ouvrières de classe, toutes les associations nationales culturelles, humanitaires, sportives. Le nouveau régime de «l'ordre et de la consolidation» a aussi broyé et annihilé tous les derniers vestiges de l'administration nationale autonome dans les communes, les districts et les provinces. La loi de la Défense de l'Etat fut érigée en loi suprême de l'Etat; la loi sur l'Administration Suprême de l'Etat a sanctionné les pouvoirs illimités des dictateurs: du roi Alexandre et du chef de la «Main Blanche», du général Jivkovitch; la loi sur l'Administration Intérieure a placé toute la vie publique sous la toute-puissance de la police.

Pour étrangler toute voix de protestation, le régime militariste dictatorial persécute, emprisonne, torture tous ses adversaires politiques. Les 60 meurtres perpétrés sur les per-

sonnes de nationalistes macédoniens, croates, albanais, monténégrins, allemands et hongrois, des communistes et des ouvriers révolutionnaires, l'opinion publique à l'étranger ne les connaît que trop bien.

Des milliers de détenus politiques torturés s'attendent à tout instant à se voir frappés de peines des plus draconiennes: 77 en ont déjà été traduits devant les tribunaux — 2 en ont déjà été condamnés à mort, et les autres à 380 ans de bagne. Et ce qui prouve le mieux que de nombreuses victimes ont été ensevelies dans les ténèbres des oubliettes, c'est le fait que l'on a découvert jusqu'à présent 7 cadavres féroceusement mutilés.

S'appuyant sur les sombres murs des prisons et sur les assassinats, cette bande de tyrans a proclamé la nouvelle division de l'Etat en 9 Banats, émiettant ainsi l'unité nationale de tous les peuples de Yougoslavie. La dictature poursuit la serbisation de contrées entières: Cossovo, Macédoine, Banat, Batchka, etc. en marchant à travers les cadavres des meilleurs fils des nations opprimées, en chassant des foyers de leurs pères des familles tout entières.

Au nom de quoi, au nom de quels principes, le régime dictatorial d'aujourd'hui en Yougoslavie s'acharne-t-il à piller, massacrer, anéantir des provinces tout entières, à précipiter dans le gouffre des nations entières?

Nous avons relevé jusqu'ici, en maintes occasions, les buts et les méthodes de la dictature et démasqué ses personnages dirigeants. Nous les montrerons ici encore une fois, individuellement ou en groupe, ceux au nom desquels on «gouverne» aujourd'hui en Yougoslavie; nous les examinerons à la vive lumière de la critique.

La Yougoslavie est aujourd'hui gouvernée au nom et pour les intérêts d'une clique militariste-impérialiste qui dépense un tiers du budget pour l'armée et des armements et qui, au service des grands impérialistes français, en prépare l'hégémonie sur tous les Balkans. Au nom d'une bande qui a fait massacrer plus de 100 personnes de la population bulgare des environs de Bossilgrade et Tsaribrode dans le but de forcer la Bulgarie à capituler, et qui gaspille aujourd'hui des millions pour l'équipement de ses mercenaires en Albanie, afin d'éterniser l'asservissement du Cossovo et étendre cet asservissement à toute l'Albanie, afin d'imposer au peuple albanais le joug grand-serbe à la place du joug italien. Au nom des magnats de la finance, qui se sont accaparé du pouvoir et qui, par de terribles intérêts usuraires, ont poussé les masses paysannes jusqu'au bord de l'abîme: les dettes des larges masses paysannes s'élèvent à 5 milliards, et leurs pauvres misérables biens, jusqu'au dernier boisseau de blé, jusqu'à la dernière couverture, sont saisis et vendus par force. Au nom des gros-industriels, qui ont fait de l'Etat leur domaine hérité, transformé la caisse de l'Etat en leur cassette privée, qui imposent les droits prohibitifs en faveur de leurs propres entreprises industrielles, contre la paysannerie, contre les couches pauvres des villes. Au nom des gros-proprétaires et des seigneurs féodaux, auxquels ont été rendus presque toutes les terres, presque le pays tout entier, et qui, pour la parcelle confisquée, ont déjà reçu des indemnités de plusieurs centaines de millions de dinars et recevront encore des milliards. Au nom et pour les intérêts du roi sanguinaire, le plus puissant des gros-proprétaires, qui possède dix grands palais et toute une série de grosses propriétés — rien qu'une seule de ces propriétés qu'il s'est adjugée pendant la dictature, le domaine près de Demirkapou (Macédoine), comprend 2000 ha de terres des plus fertiles, où croissent le riz, le coton, les fruits du sud, les meilleurs raisins, etc., qui offrent leurs pâturages à des troupeaux entiers de chevaux arabes, où sont élevés les meil-

121550

leures races de différent bétail. Le dictateur royal a ainsi enlevé au peuple macédonien apauvri une terre sur laquelle auraient pu vivre 1000 familles.

Telles sont les forces au nom desquelles règne le régime dictatorial, pour les intérêts desquelles tout le pays est soumis à une complète fascisation, toutes les masses gouvernées par le knout. Et ceci n'est plus aujourd'hui un secret pour ces masses. Elles sont aujourd'hui parfaitement conscientes des buts et des moyens de la dictature, et les articles de la presse vendue, les députations venant présenter des hommages, etc., ne peuvent plus tromper personne quant aux véritables opinions et convictions des larges masses populaires, ne peuvent effacer le bilan économique et financier de la dictature, de cette dictature qui mène le pays à la ruine financière et les larges masses à la misère et au désespoir.

Un bilan commercial passif, des centaines de millions d'impôts arriérés, des dettes courantes s'élevant à des milliards, la faim chronique dans des provinces entières en dépit des «bonnes récoltes», des centaines de milliers d'ouvriers sans-travail et de paysans réduits à la misère, et qui demandent du travail et du pain, les ventes précipitées de mines, d'entreprises étatiques et de monopoles pour recevoir quelque argent à un certain moment critique et ajourner du moins pour le moment le krach financier — le pays tout entier transformé en une colonie du capital étranger: voilà le véritable aspect économique et financier de la Yougoslavie.

Ce véritable aspect de la «consolidation» étatique intérieure ne peut être masqué ni par les bagnes et les tortures, ni par les condamnations et les assassinats des adversaires politiques. Le véritable aspect à l'intérieur du pays

montre une lutte âpre et décidée des national-révolutionnaires, des communistes et des ouvriers révolutionnaires, une révolte ouverte des larges masses paysannes, les assassinats des percepteurs fiscaux et des fonctionnaires venant pour des saisies, le pillage des nouveaux riches et la répartition de l'argent pillé parmi les pauvres villageois.

En l'honneur du 6 janvier, anniversaire de la dictature, la police du régime a procédé à de nouvelles arrestations de centaines de Croates, dont le Dr. Matchek, le leader du parti de Raditch. Mais, ce jour-là, ce jour «de fête» pour la dictature, des millions et des millions d'opprimés croates, macédoniens, albanais, monténégrins, slovènes, des millions et des millions de paysans apauvris des nations serbe et non-serbes, se sentiront unis, plus forts que jamais — ce précisément à la suite de ces persécutions toujours plus nombreuses, à la suite de la misère toujours plus croissante dans laquelle le régime les a jetés.

Ci et là, une détonation se fait entendre, un coup de feu tiré par ces esclaves poussés à la révolte. Ces coups de feu isolés s'uniront en un ouragan des peuples opprimés, des ouvriers révolutionnaires et de la paysannerie réduite à la misère, en un cliquetis d'armes dirigé contre la tyrannie la plus sanguinaire et la plus cruelle. Pour renverser cette domination des tyrans, il n'y a nul autre moyen que celui de l'insurrection armée. Cette idée de l'insurrection armée est déjà adoptée par les larges masses yougoslaves, et les fêtes ordonnées pour le 6 janvier seront certainement les dernières que ces sanguinaires bourreaux pourront célébrer.

La Rédaction

Au tournant de l'année

Il est tout naturel qu'en ce tournant de l'année, on jette ici un coup d'oeil d'ensemble sur la situation balkanique.

Comme chacun le sait, la presque île sud-orientale de l'Europe joue, dans la vie continentale et mondiale, un rôle de premier plan, et si la guerre est venue, dans le passé, de la région comprise entre l'Adriatique et la mer Egée, elle peut encore en venir demain ou après demain. Un homme politique qui n'aurait pas les yeux toujours fixés sur les Balkans, aurait une piètre conception de ses devoirs. Il suggérerait l'impression que les véritables relations des grands facteurs de l'histoire lui échappent. Ce n'est pas seulement parce que les races, les religions se mêlent et se heurtent les unes aux autres dans un étroit espace et que cet enchevêtrement est une des plus prodigieuses causes de conflit qui soient dans l'univers.

Est-il un seul des Etats, juxtaposés des Carpathes à la Morée, qui se cotente de son sort et qui n'aspire à élargir son domaine? En est-il un seul qui grandisse sous un régime de liberté digne de ce nom? Un seul qui n'opprime pas sur son sol une ou plusieurs minorités nationales? Un seul qui ait lieu de se satisfaire de son statut économique? Un seul qui se dérobe aux influences, aux immixtions de l'étranger?

Poser ces questions, c'est, en quelque sorte, les résoudre.

Si nous défendons ici la thèse de la Fédération Balkanique, c'est qu'en dehors de la fédération, il n'est pas de moyen de garantir aux peuples de ce secteur de l'Europe la sécurité, la paix, la prospérité. En dehors d'elle, il n'est que misère, oppression, agression, menace de chocs sanglants.

En ce début de 1930, la crise économique, qui tend à se généraliser, n'a pas épargné les Balkans. Le paysan roumain se plaint non sans raison, de sa condition précaire, de l'usure qui le dévore, des impôts qui pèsent sur lui, de la difficulté des débouchés. La guerre a accumulé les charges, car la dette publique est formidable. L'ouvrier n'a pas moins de motifs de déplorer sa destinée. Ses salaires comptent parmi les plus bas du Continent. Les magnats des mines lui offrent du plomb quand il réclame du pain. Les mauvais gouvernements, les exigences des oligarchies paralysent le développement spontané du pays.

Même situation en Yougoslavie: Serbes, Croates, Slovènes, Bosniaques, Monténégrins, Macédoniens, en dépit de leurs rivalités ethniques, s'accordent sur ce point, rançonnés à outrance.

Service de la dette, bureaucratie, budgets militaires. Quand le contribuable a payé son dû au percepteur, sa bourse est vide. Que les travailleurs des villes ou des champs se permettent de protester contre leur détresse, la troupe est là pour leur imposer silence.

L'état de la Bulgarie est catastrophique. Ce pays, d'ordinaire exportateur de blé, est obligé maintenant d'importer. Ce n'est point pour relever le cours de la devise, ni pour atténuer le renchérissement de la vie. Les affaires sont stagnantes; les faillites se multiplient, car les instituts financiers refusent le crédit.

En Grèce, la désolation est générale. La crise économique reste la principale préoccupation du pouvoir qui, d'ailleurs, est impuissant à la combattre. Ici encore la lourdeur de la dette a engendré l'aggravation des impôts et ceux-ci ont porté le prix des choses à un taux exorbitant. Quand les paysans se plaignent du fisc, quand les ouvriers se mettent en grève, comme tout dernièrement à Athènes, en exigeant une légère majoration de salaires, Vénizélos fait marcher l'armée.

Cette misère de la masse juge les gouvernements qui s'échelonnent dans les Balkans, y compris celui de Turquie, mais comme tous ces gouvernements sont dictatoriaux, à une nuance près, ils se contentent de contenir par la force les mécontents et les malheureux.

M. Maniu, à Bucarest, renouvelle les procédés des Averesco et des Bratiano contre les opposants. La légalité lui offre assez de ressources pour qu'il les domine, et, à défaut, il recourrait, sans embarras d'aucune sorte, à l'illegalité.

Le général Jivkovitch, à Belgrade, créature et serviteur des Karaguéorgévitch, ne s'embarrasse plus de la loi, puisqu'il l'a simplement supprimée. Les innombrables procès politiques qu'il a engagés dénotent qu'il n'a même pas laissé subsister un minimum de libertés apparentes. Au nom de l'unité de l'Etat, formule commode, il exerce la tyrannie. Liaptcheff, par l'affaire des 52 communistes, vient une fois de plus d'illustrer sa manière qui ressemble de très près à celle de Mussolini. Vénizélos, en Grèce, quoique plus habile dans la forme, s'inspire des mêmes principes. Ce ne sont point les grévistes d'Athènes et de Salonique qui y contrediront. Ne parlons ni de Moustafa Kemal, ni de Zogou I. La dictature, ouverte ou masquée, sévit d'un bout à l'autre des Balkans. Par elle on écrase les ouvriers et les paysans, qui mettent en cause le statut social; par elle on écrase aussi les minorités ethniques qui se plaignent de leur assujettissement.

A l'issue de la guerre mondiale, il avait été entendu que les droits de ces minorités seraient partout respectés. Pratiquement, ils ont été partout foulés aux pieds. Demandez-le aux Bessarabiens et aux populations de la Dobroudja, incorporés à la Roumanie contre leur gré, et auxquels Maniu inflige le même traitement que prescrivait ses prédécesseurs; demandez-le aux Croates, aux Slovènes, aux Monténégrins, aux Macédoniens de Yougoslavie, qui ont reçu

d'Alexandre Ier, avec un régime uniforme et oppressif, l'interdiction de réclamer l'indépendance ou l'autonomie. Au moindre geste, Jivkoviitch forge un complot contre la sûreté de l'Etat, comme il vient encore de le faire pour les Croates, qui emplissent ses cachots. Quelle attitude a prise le cabinet de Sofia vis-à-vis de ceux des Macédoniens qui refusent de livrer leur pays au roi Boris? Comment la Turquie se conduit-elle vis-à-vis des éléments allogènes? Il y a aussi un peu partout, au moins en Roumanie et en Grèce, une question juivé qui mériterait d'être élucidée. En ce tournant d'année, les peuples des Balkans auraient d'étranges choses à conter sur la politique que les gouvernements suivent au regard des minorités nationales. Et ces minorités auraient un rôle décisif à jouer, si des conflits armés venaient à éclater entre les puissances de la Péninsule.

Or, ces conflits sont toujours possibles, sinon probables. La Bulgarie et la Yougoslavie ont beau négocier à Pirot, pour régler des différends, d'ailleurs, secondaires; elles sont dressées l'une contre l'autre par les convoitises

de leurs dynasties et de leurs castes militaires respectives; l'Albanie est excitée en permanence contre Belgrade par le cabinet de Rome; la Turquie et la Grèce poursuivent depuis des années une tractation compliquée, et qui a déjà manqué aboutir à une rupture. On annonce maintenant que Vénizélos en personne ira visiter Moustafa Kémal à Angora, mais en attendant le conflit dure.

La France, l'Angleterre, l'Italie intriguent sans répit dans les Balkans, comme jadis l'Autriche des Habsbourg et la Russie du Tsarisme.

A bien considérer tous ces éléments, on pense que c'est merveille si la paix n'a pas été troublée là-bas depuis quelques temps. Mais on puise aussi dans cette étude de singuliers arguments en faveur de cette Fédération Balkanique qui balayerait à la fois les dynasties, les oligarchies, les militarismes et les dictatures ethniques, et qui restituerait 40 millions d'hommes à eux-mêmes. Quels que soient les obstacles, il faut propager l'idée sans lassitude.

Paul Louis

La Mort et la Terreur en Yougoslavie et dans les Balkans

Meeting de protestation de l'Association: „Bund Freier Balkan“

(Correspondance de Berlin)

Le 13 décembre 1929, l'association «Bund Freier Balkan» (Union: Les Balkans Libres) organisait au *Künstlerhaus* (Maison des Artistes) de Berlin, un meeting public de protestation contre la dictature militaire-fasciste en Yougoslavie et l'oppression nationale des peuples balkaniques et des minorités nationales.

L'Assemblée fut ouverte par l'écrivain et artiste bien connu *Herwarth Walden*, directeur de la revue «*Der Sturm*».

Mgr. Fan Noli, ancien premier-ministre d'Albanie, prit le premier la parole. L'exposé qu'il fit de l'oppression et de la serbisation des Macédoniens et des Albanais en Yougoslavie a montré en contours nets et clairs la politique d'extermination de la dictature militaire sous la direction du roi Alexandre. En présence de ces événements de notoriété historique, la Société des Nations garde le mutisme le plus complet; aussi l'éminent orateur souligne-t-il qu'il ne peut être mis fin à cette situation intolérable que par la création d'une Fédération des libres Républiques nationales ouvrières et paysannes. *Fan Noli* relève ensuite le rôle traître d'*Ahmed Zogou*, agent de l'impérialisme italien. Sous la règle de ce «Sauveur de la Patrie», le peuple souffre de la faim chronique, alors que le «Sauveur» garde pour soi-même les 15% du revenu total de l'Etat et dépense encore les 55% de ce revenu total pour ses bandits et ses mercenaires, sous la protection de Mussolini.

Dr. Bartochek, Tchecoslovaquie, monte ensuite à la tribune et souligne la puissante influence de la victorieuse révolution prolétarienne en Russie, sur les travailleurs du monde entier. Dans presque tous les pays, la bourgeoisie répond par des lois d'exception et des mesures de violence. Les suppôts de la réaction appliquent les méthodes de torture médiévales, pour soutirer des «aveux». Les journaux d'opposition, les organisations, les partis sont interdits; en Yougoslavie, la Ligue des Droits de l'Homme elle-même a été dissoute. L'orateur énumère toute une série de meurtres et d'actes de violence, et relève que ce ne seront que les générations futures qui pourront se rendre compte de la voie douloureuse franchie pour arriver à la liberté.

Me Fournier, avocat de Paris, après avoir décrit succinctement les choses saisissantes qu'il a lui-même vues lors du procès de Kichineff, relate ce que l'avocat français *Me Berthon*, empêché de venir à ce meeting, a constaté personnellement sur place lorsqu'il s'était dernièrement rendu à Sofia au «procès des 52». La situation des détenus politiques dans les prisons bulgares est inhumaine. Des chaînes pesant 16 kg leur sont rivées aux mains et pieds. Les moindres «infractions» et protestations sont punies de cellule, cachot sans lumière, sans air, sans couchette, et des chaînes plus lourdes encore, au régime du pain sec et de l'eau. *Me Berthon* voulut visiter *Adèle Nikolowa*, Française, condamnée à mort en 1925 pour avoir donné asile à un révolutionnaire, peine commuée par la suite à 15 ans de travaux forcés; on lui en refusa la permission. Mais les terribles souffrances des détenus politiques en Bulgarie percent même les murs les plus épais des geôles et secouent la conscience des travailleurs du monde entier.

Dr. Apfel, Berlin, relate son voyage d'étude aux Balkans. Terreur en Yougoslavie, à chaque pas. Nulle conversation avec

un étranger, sans témoins: on ne sait jamais s'il n'est pas un agent politique. Toute opinion exprimée librement est sévèrement punie. Ainsi, un Barreau de Croatie avait été fondé à Zagreb. Lors de la rédaction de la dépêche d'hommage à adresser au roi, un des avocats proposa de prier ce dernier de rétablir les droits civiques; cette proposition fut appuyée par plusieurs avocats: tous étaient arrêtés le lendemain! 300 députés croates s'offrirent pour la défense. Le procès eut lieu à huis-clos et les accusés furent condamnés. Cette dictature qui veut ériger et maintenir l'hégémonie des Serbes sur toutes les autres nations, est implacable contre la moindre critique. Le parti socialiste est dissout. Personne n'ose ouvertement approuver les communistes, mais le respect de l'idée du communisme est indéniable. Les fausses informations sur la Yougoslavie publiées par la presse allemande sont aussi responsables de ce que l'opinion publique est si peu renseignée sur ce qui s'y passe en réalité.

Dr. Apfel releva aussi qu'il est de toute évidence que l'on ne doit aucunement s'attendre à une intervention de la part de la Société des Nations. Aussi, l'opinion publique européenne doit-elle suivre avec une attention toute particulière les événements qui se déroulent dans ce coin d'orages d'où sortent les dangers de guerre.

Marcel Willard, France, esquisse un tableau de l'oppression économique, nationale et sociale du peuple macédonien sous les régimes de violence de la Bulgarie, de la Grèce et surtout de la Yougoslavie. Les souffrances du peuple macédonien sont aussi anciennes que sa lutte pour la liberté. Ses victimes sont innombrables. Rien qu'en 1928, 300 Macédoniens furent tués en Macédoine sous le joug serbe; de 1922 à 1929, 1500 Macédoniens furent tués en Macédoine sous le joug bulgare. 1000 ouvriers macédoniens pourrissent dans les geôles serbes, condamnés à des milliers d'années de prison. Les souffrances du peuple macédonien sont tellement horribles que sa lutte devient la mèche du baril de poudre balkanique. On ne peut espérer du secours ni de la part des dictatures fascistes des différents pays balkaniques, et ni des grandes-puissances; le secours ne peut venir que de la lutte du prolétariat macédonien en entier, en union avec le prolétariat du monde entier. Ce n'est que par le renversement de l'ordre social actuel aux Balkans et l'érection d'une Fédération Balkanique des libres Républiques nationales ouvrières et paysannes que la Macédoine obtiendra sa liberté.

Porphyrogénis, Grèce, décrit la situation sous le régime de violence de Vénizélos. Il montre la lutte des ouvriers et paysans révolutionnaires sous la direction du parti communiste, la réaction toujours plus grande du fascisme croissant en Grèce, et les souffrances du peuple macédonien en Macédoine sous le joug grec.

Un émigré yougoslave expose ensuite un terrible tableau du régime de violence de l'hégémonie serbe depuis la création de la Yougoslavie. Dans l'espace de cette dernière année, la dictature fasciste-militaire assassina 56 détenus politiques appartenant aux organisations national-révolutionnaires et au parti communiste. Ceci fut la conséquence d'une circulaire confidentielle du ministère de l'Intérieur ordonnant que les communistes devaient être «liquidés dans les prisons». Des primes de 50.000 dinars sont placées sur les têtes de communistes dirigeants. La liste des assassinés a été officiellement reconnue exacte en réponse à un article du «Manchester Guardian», avec cette cynique déclaration additionnelle que les assassinés étaient des communistes. Les assassinats des leaders de la jeunesse com-

muniste et du parti communiste n'ont cependant pas brisé la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière en Yougoslavie. Dans la lutte des classes, nations et minorités nationales opprimées, le parti communiste s'est placé sur le tout premier front.

Petrascanu, Roumanie, démasque le mensonge de la démocratie du gouvernement Maniu. Pas de liberté de presse en Roumanie, les syndicats, les organisations ouvrières révolutionnaires, dissouts. En Dobroudja et en Bessarabie, les terres des paysans sont expropriées et réparties parmi les officiers. 350.000 chômeurs, sans subsides. Le danger menaçant du fascisme augmente toujours. La Roumanie est la sentinelle avancée de la guerre projetée des impérialistes contre la Russie Soviétique.

Une Résolution exprimant les mesures nécessaires de lutte et la protestation contre l'oppression nationale et de classe dans des Balkans, et en particulier en Yougoslavie, et revendiquant le droit d'autodétermination des peuples balkaniques, et la Fédération des libres Républiques des travailleurs aux Balkans, fut présentée et lue par le député et avocat Dr. *Obuch* et acceptée à l'unanimité par l'Assemblée.

Rudolf Steingut

Au pays des massacres COSSOVO

I.

Un régime de bêtes fauves

Deux constatations, entre autres relevées en 1913 par la mission Carnegie, serviront à donner ici, d'une façon toute laconique, les principales caractéristiques du régime grand-serbe à Cossovo.

a) «... Pendant mon voyage de Prizrend à Ipek, je n'ai vu, sur les deux côtés de la route, que des villages incendiés. Toute cette route avait l'apparence d'un boulevard de gibiers...» (déclarations faites par un ancien secrétaire de Pachitch).

b) «... A partir du premier jour qui suivit la victoire serbe à Koumanovo, les officiers de l'armée de l'invasion se déclarèrent pour l'extermination totale des Albanais. L'idée fut rapidement adoptée par l'armée et se transforma en un véritable mot d'ordre...»

Dès lors, le régime grand-serbe à Cossovo débutait par une première série de massacres, dont voici les principaux:

Entre Uskub et Koumanovo (novembre 1912):

3000 Albanais (y compris femmes, enfants).

A Prichtina (novembre 1912):

5000 Albanais, en dehors des enfants et des femmes.

A Férizovik (novembre 1912):

600 fusillés.

A Sénitza (novembre 1912):

750, tous des notables.

A Istog (district d'Ipek) (décembre 1912):

90 ligottés, torturés et jetés sous les roues du moulin du village. Tous furent broyés tout vivants.

A Ipek (1912/1913):

1500 fusillés.

Il est à noter que tous ces crimes étaient perpétrés sur des populations préalablement désarmées et parfaitement soumises.

*

Ce régime de massacres en masse dura, avec une tenacité féroce, jusqu'à la fin de 1924, déduction faite des trois années de l'occupation austro-bulgare (1915—1918). Pendant toute cette période, les dirigeants de Belgrade se montrèrent envers les Albanais beaucoup plus féroces que des bêtes fauves. En effet, les montagnards de Louma, réfugiés dans des grottes situées aux cimes des montagnes pour pouvoir échapper au carnage, constatèrent que leurs enfants en bas âge avaient survécu à un séjour de côte-à-côte avec des loups...

A partir de la restauration du régime grand-serbe, en 1918, nous avons enregistré, entre autres, une seconde série de massacres. En voici les principaux:

A Plava et à Goussigné (1919):

600, tous des enfants, des femmes et des vieillards.

A Rougovo (district d'Ipek) (1919):

400, tous des enfants, des femmes et des vieillards.

A Podgour (district d'Ipek) (1918):

300, tous des enfants, des femmes et des vieillards.

A Prichtina (1921):

1000, tous des enfants, des femmes et des vieillards.

A Drenitza (district de Voulchtirin) (1918—1924):

1200, y compris des nouveaux-nés.

A Mitrovitza (1922):

22, le jour des élections municipales.

*

Durant ces massacres exécutés avec un flegme révoltant, il est arrivé maintes fois que toute une famille a été brûlée vive, avec ses nouveaux-nés.

En 1920, dans un village près d'Ipek, un enfant d'un an fut tué entre les bras de sa mère, au moment où la malheureuse se précipitait vers la forêt du village pour échapper au bombardement. De semblables épisodes se sont renouvelés dans toutes les régions de Cossovo... Il y eut, entre autres, des cas où tout un village a été rasé, tout y a été anéanti, même les animaux domestiques...

Madrid, le 23. XII. 1929.

Bedri Péjani

En Macédoine sous le joug des dictateurs grand-serbes

Les nouvelles qui nous parviennent de cette partie de la Macédoine qui gémit depuis des années sous le joug des potentats de Belgrade, dépeignent comme particulièrement grave la situation du peuple martyr macédonien. Les lecteurs de la Fédération Balkanique connaissent bien les événements qui s'y déroulent. La population y est depuis des années privée de tous droits politiques, civiques, nationaux, culturels; contrainte à supporter une oppression économique indescriptible; forcée à souffrir une colonisation tendant à altérer le caractère ethnique du pays; soumise à une extermination physique. Mais, depuis l'établissement de la dictature fasciste militaire des assassins de Belgrade, la malheureuse population macédonienne est soumise à un régime d'exception plus terrible encore.

Certes, le régime établi en Yougoslavie depuis un an est fasciste, tyrannique, d'exception pour le pays tout entier. Mais, en Macédoine, il se manifeste avec une brutalité et une férocité toute particulière. C'est une dictature furieuse des plus cruelle et des plus sauvage qui y sévit. La moitié des assassinats perpétrés au cours de l'année écoulée par le pouvoir fasciste yougoslave dans tout le royaume du sanglant Karaguéorguievitch, l'a été en Macédoine. Pas de ville, pas de village, qui n'y ait à déplorer ses victimes. Les Glavnitchas macédoniennes sont bondées de paysans, artisans, ouvriers, commerçants et intellectuels macédoniens qui y pourrissent sous un régime de cruauté raffinée. Tous ces détenus subissent des violences inouïes, des tortures médiévales. Les procès se suivent sans interruption, et les condamnations à des peines féroces pleuvent à chaque instant.

Parallèlement à cette extermination des Macédoniens les plus éveillés, tant par des tribunaux frappant à tous les bras que par des procédés plus «sommaires» encore, les oppresseurs pratiquent envers le peuple macédonien une politique de ruine économique. La misère sévit en Macédoine, avec toutes ses détresses. Les faits sont tellement criants que même les organes de la dictature ne peuvent plus les nier. Les prix des produits agricoles ont baissé d'une façon catastrophale, les dettes des paysans ont augmenté en des proportions terribles, la superficie ensemencée a diminué énormément, le vol que l'Etat perpètre au moyen de sa Direction du monopole du tabac, un des produits principaux du pays, fait que les cultivateurs ne reçoivent que la moitié de la valeur réelle de leurs produits.

D'autre part, le chômage a pris des dimensions inouïes: il ne serait pas exagéré d'affirmer que la moitié de la population des villes est sans travail. Et si l'on considère le fait que les sans-travail ne reçoivent de secours, de subsides de nulle part, ni de l'Etat, ni des Municipalités, on se fait une idée de la situation affreuse dans laquelle se débat cette moitié de la population. Le reste de la population laborieuse des villes, ceux qui ont un travail, gagnent à peine de quoi mener une vie pleine de privations, à peine de quoi ne pas mourir de faim.

Le chômage a aussi frappé les paysans. Le nombre des paysans sans travail augmente journellement. Et ils se débattent, eux aussi, dans les mêmes affaires de misère que les sans-travail des villes.

La situation des artisans et des petits commerçants est à peine moins déplorable. Ils souffrent tous du manque d'acheteurs, ne peuvent obtenir de crédits des instituts de l'Etat, sont contraints à aller s'emprunter de l'argent des

usuriers privés qui leur calculent des 100 et des 120% d'intérêts.

La situation des négociants macédoniens ne diffère pas beaucoup de celle des artisans et des petits-commerçants. Le commerce se trouve dans un état de complète stagnation. Le commerce intérieur a baissé de 30%, et les négociants ne bénéficient de crédits des instituts étatiques que dans la mesure qu'ils soutiennent le régime grand-serbe de dénationalisation et d'assimilation.

A toutes ces souffrances du peuple macédonien viennent encore s'ajouter les corvées qui lui sont imposées; les insupportables contributions qu'il doit payer à l'Etat, au Département, à la Commune; le vol, le pillage; les rançons qu'il doit payer aux fonctionnaires pour ne pas être plus odieusement encore maltraité.

C'est donc dans un véritable enfer de souffrances que se débat le malheureux peuple macédonien.

Il ne sera mis une fin à cette situation que par la lutte révolutionnaire des masses macédoniennes, lutte qui, menée ensemble avec les autres peuples et classes opprimés de Yougoslavie et des autres pays balkaniques, aboutira au renversement du régime de la dictature militaire des Karaguéorguievitch et des autres gouvernements fascistes dans les Balkans, et instaurera la Fédération des Républiques Libres des Masses Laborieuses Balkaniques.

Marcel Walter

La Ligue Internationale des Femmes et la Paix Balkanique

(Correspondance de Londres)

La section anglaise de la Ligue Internationale des Femmes a pris l'initiative d'organiser à Londres une Conférence sur les Balkans, sous la présidence de Miss Courtney.

Miss Wilson, qui a longtemps séjourné en Macédoine sous le joug serbe, vint d'abord y retracer l'histoire du peuple macédonien et en relata avec une vive sympathie les coutumes, la vie. Miss Wilson s'était rendue à Sofia aussi, où elle avait rencontré des Macédoniennes émigrées de Yougoslavie.

Après Miss Wilson, ce fut Mme Camille Drevet, venue de France, qui fit en anglais un exposé de la situation balkanique. Elle dit que s'intéresser à tel ou tel pays balkanique était nécessaire parce que c'est à l'aide de cette documentation fragmentaire que l'on pourrait constituer une documentation générale. Mais elle pense que la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, devrait faire plus encore. Et elle exposa un plan de travail interbalkanique pour les jeunes, les groupements féminins.

Elle expliqua que la Ligue ne pouvait connaître de «Petite Entente», mais seulement une grande entente des jeunes, dans le but de préparer l'atmosphère balkanique et de rendre possible l'union des peuples des Balkans. Mme Camille Drevet, qui a voyagé dans toute l'Europe et en Extrême-Orient, rappela les problèmes qui se posent partout, mais qui sont dans les Balkans d'une acuité particulière: problèmes des minorités, des frontières, de l'échange des populations, de la liquidation des biens, des revendications du peuple, etc. Elle insista sur les responsabilités des puissances d'Occident, de leurs impérialismes rivaux, et aussi et surtout sur la nécessité pour les peuples balkaniques de s'unir, pour mener leurs affaires eux-mêmes.

Mme Drevet qui a vu partout en Europe la marche du militarisme et du fascisme, montra combien ces forces de violence menacent à chaque instant la paix du monde. L'Union des peuples balkaniques, dit-elle, la Fédération Balkanique, n'est pas encore proche. Mais on doit travailler pour la rendre réalisable. Et elle exposa un plan de travail dans les Balkans: créer des sections de la Ligue Internationale des Femmes, les mettre en relations entre elles, et contribuer par là à la formation d'une conscience interbalkanique. C'est ainsi que, dit la conférencière, l'on doit travailler pour la paix.

L'assistance était composée en grande partie de gens connaissant un ou plusieurs pays balkaniques. Aussi, les questions posées furent-elles suivies avec un grand intérêt. En particulier, Mr René Schmith, Mr Brixton, Mrs Savanick, Mrs Corbet Ashby et d'autres personnalités féministes et pacifistes, des membres du Labour Party, etc. écoutèrent avec beaucoup d'intérêt et de sympathie l'exposé clair et entraînant de Mme Camille Drevet.

La Ligue Internationale des Femmes, qui a su s'intéresser à la Chine, à la question coloniale, et qui mène en ce moment une campagne en Angleterre, en Allemagne, en France, en Hollande, à Genève contre l'opium et les stupéfiants, se montre être un groupement de femmes qui, en dehors des

partis, recherche les moyens d'assurer la paix. Et parmi ces moyens, l'Union des Républiques Balkaniques est un de ceux que la Ligue envisage.

Très intéressante réunion, et qui donne aux Balkaniques l'espoir de voir l'opinion s'éclairer et aider à la réalisation de l'Union Balkanique.

R. Williams

La République Moldave Soviétique

La jeune République Soviétique de Moldavie a fêté, le 12 octobre, le cinquième anniversaire de son existence.

Il y a cinq ans, une délégation d'ouvriers et de paysans moldaves, venue à la session du Comité Exécutif des Soviets de l'Ukraine, présentait au nom des 600.000 habitants des provinces limitrophes à la Bessarabie occupée par l'armée roumaine depuis 1918, une Résolution exprimant le voeu de s'organiser en une République Nationale. Le Comité Exécutif des Soviets de l'Ukraine approuva cette Résolution du peuple moldave et promit aux délégués tout son appui moral et matériel pour la réalisation de leur voeu. Et c'est ainsi que fut fondée la République Autonome Soviétique de Moldavie, dont la population, liée intimement par la même race, le même passé historique, les mêmes luttes révolutionnaires, aux habitants de la Bessarabie, considère celle-ci comme partie intégrante de la République Moldave, partie arrachée temporairement par les occupants roumains.

Ainsi, ce fut par la volonté librement exprimée de la nation moldave que fut constituée, au sein de l'Union des Soviets, la libre République de Moldavie, à la frontière même de la malheureuse Bessarabie écrasée sous la botte du gendarme roumain aux ordres de l'impérialisme de l'Entente.

Au cours des cinq années écoulées, le développement national et culturel de la Moldavie Soviétique a progressé d'une manière éclatante, en dépit de deux mauvaises récoltes. La Moldavie étant un pays agricole et viticole, la plus grande attention des Soviets de la République fut dirigée en tout premier lieu sur le développement technique de l'agriculture, la viticulture, l'horticulture, etc. Par suite de larges crédits accordés aux économies individuelles et collectives de la paysannerie, par la Banque Agricole de Moldavie, pour des achats de bétail, d'outils et de machines agricoles, etc., nous avons réalisé dans l'agriculture les progrès suivants: l'étendue des terres ensemencées, qui était de 490.000 hectares en 1925 (99% par rapport à l'avant-guerre) a atteint 526.000 en 1929; des crédits de 300.000 roubles par an furent accordés pour l'achat de bétail; l'étendue des vignes s'est agrandie de 268% depuis 1927; celle des vergers, de 120%; celle des jardins potagers, de 140%. Des terres appartenant à l'Etat, il a été réservé un fond spécial de 21.937 hect. pour des vergers et de 41.251 hect. pour des vignes. Un travail de mélioration fut effectué par l'installation d'une grande usine électrique à Tiraspol, la capitale actuelle de la Moldavie, cette usine rend possible de transformer en terres fertiles les terrains les plus exposés à la sécheresse. En même temps, au cours de ces dernières années, de gigantesques travaux ont été exécutés pour l'endigement du Dniestr, qui inondait chaque année des terres étendues.

Trois relais de machines et de tracteurs pour travaux de champs ont été fondés, et le principal en dessert 15.000 hectares. Le nombre des associations de paysans, en économies collectives, a augmenté de 116 en 1920 à 406 en 1925; il est de 10.516 en 1929, chiffre qui représente les 9% du nombre total des économies paysannes.

Une ferme d'élevage de bétail de race a été fondée en 1928 dans la région de Borch, ainsi qu'une ferme de volaille à Bizyula; cette dernière surtout est d'une importance extrême pour les paysans de Moldavie, vu l'exportation considérable d'oeufs qui se fait du pays.

Enfin, au cours de ces cinq années, une fabrique de sucre, qui fonctionnait déjà avant la guerre, a été réorganisée, et ont été fondées encore une fabrique de conserves de légumes, une fabrique de cognac, une fabrique d'alcool afin d'utiliser le maïs que sèment les paysans moldaves, une fabrique d'huile végétale, et on est en train de construire une fabrique d'amidon ainsi qu'une fabrique de conserves de fruits.

Mais c'est surtout dans le domaine de l'enseignement public national que des progrès particulièrement brillants ont été réalisés grâce à l'activité déployée par les Soviets. En 1924, il n'y avait en tout que 294 écoles, dont aucune n'enseignait en langue moldave. A l'heure actuelle, la Moldavie possède 500 écoles, avec 56.000 élèves — et 130 en sont des écoles moldaves. Le nombre des écoles secondaires, qui était de 11 en 1924, dont aucune moldave, est actuellement de 40, dont 11 moldaves.

(à suivre)

C. Arboré-Ralli

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER UNTERDRÜCKTEN VÖLKER UND NATIONALEN MINDERHEITEN DES BALKANS

Der Jahrestag der Diktatur in Jugoslawien

Ein Jahr ist vergangen, seitdem der Militärstiefel der Offiziersclique «Weiße Hand» und ihres Führers, des Blutkönigs Alexander, den Völkern Jugoslawiens auf die Brust gesetzt wurde. Ein volles Jahr wird durch die Belgrader Diktatoren mit den blutigsten Methoden mittelalterlicher Tyrannen die großserbische imperialistische Politik im Lande fortgesetzt.

Ende 1928 wurde die Losung der Freiheit und Unabhängigkeit Kroatiens, Mazedoniens, Kossowos, Montenegros und der übrigen nationalen Gebiete zur Forderung der breitesten national-unterdrückten Massen, brachte diese in Bewegung und zog sie in den offenen Kampf gegen das Regime. Die Einheitsfront der unterdrückten Nationen mit der serbischen Bauernschaft und der revolutionären Arbeiterklasse stand vor ihrer schnellen Verwirklichung. Der Sturz der zehnjährigen großserbischen Tyrannei und die nationale und soziale Befreiung aller Völker Jugoslawiens war zu einer Frage der ganz nahen Zukunft geworden.

Die großserbischen Imperialisten ließen nun die militaristische Clique mit König Alexander auf die Szene treten, damit diese mit offenen diktatorischen Methoden die Bewegung der Massen aufhalten und das begonnene Werk der vollständigen Unterdrückung von 8,5 Millionen Menschen der zehn unterdrückten Nationen in Jugoslawien vollenden. Der Mord an dem Führer des kroatischen Volkes Stephan Raditsch und seiner Genossen inmitten des Parlamentes war der Anfang einer Reihe der furchtbarsten politischen Morde, die an den Kämpfern der unterdrückten Nationen, Kommunisten, revolutionären Arbeitern, fortschrittlichen Intellektuellen, ausgeführt wurden und die sich unter dem Diktaturregime fortsetzen.

Am 6. Jänner ziehen die großserbischen Diktatoren mit ihren Helfern, den Großbankiers und Großgrundbesitzern aller Nationen Jugoslawiens, ihre gefälschte Jahresbilanz und feiern gleichzeitig den «Sieg» der nun bestehenden «Ordnung» im Staate und der «nationalen Einigung», in deren Namen die Diktatur angeblich proklamiert wurde. Die Regimepresse trifft Vorbereitungen, an diesem Tage den Sieg der «einigenden» militaristischen Diktatur über den «Separatismus» der Nationen zu besingen und vor dem Auslande — nachdem die gesamte oppositionelle Presse abgewürgt wurde — das «glänzende Bild» der Zukunft des neuen «konsolidierten» Staates Jugoslawien zu entrollen.

Vergeblich sind die Anstrengungen der Diktatur, vergeblich die Bemühungen der gekauften Lakaienpresse. Die Jahresbilanz der Diktatur ist trotz der Zensur des Regimes in das Bewußtsein aller Völker Jugoslawiens eingepreßt und es ist unmöglich, diese Bilanz zu fälschen und zu ändern. Ihre Brutalität ist offensichtlich.

Das Diktaturregime hat mit brutalem Polizeiknüffel alle politischen Bürgerrechte niedergedreten und alle politischen Parteien, Arbeiter-Klassenorganisationen, national-kulturellen, humanen und Sportvereinigungen aufgelöst. Das neue Regime der «Ordnung und Konsolidierung» hat auch die letzten Spuren der nationalen Selbstverwaltung in Gemeinde, Kreis und Provinz vertilgt. Das Gesetz zum Schutze des Staates wurde zum obersten Gesetz im Staate erhoben; durch das Gesetz über die Oberste Staatsverwaltung die unbeschränkte Macht der Diktatoren: des Königs Alexander und des Chefs der «Weißen Hand» Petar Ziwković sanktioniert; durch das Gesetz über die innere Verwaltung das ganze öffentliche Leben unter die Allmacht der Polizei gestellt.

Um jede Stimme des Protestes zu erdrosseln, verfolgt, kerkert ein, foltert und mordet das militaristische Diktaturregime seine politischen Feinde. Die 60 Meuchelmorde an mazedonischen, kroatischen, albanischen, montenegrinischen, deutschen und ungarischen Nationalisten, an den Kommunisten und den revolutionären Arbeitern sind der Öffentlichkeit im Auslande wohl bekannt. Tausende gefolterter politischer Gefangenen harren der drakonischen Strafen, die sie erwarten, 77 wurden bereits vor die Schranken des Gerichtes gestellt, zwei zu Tode, die anderen insgesamt zu 380 Jahren Zuchthaus verurteilt. Und wieviel Opfer noch das Dunkel der Unaufgeklärtheit verhüllt, erhellt die Tatsache, daß bisher sieben verstümmelte und gräßlich zugerichtete Leichen aufgefunden worden sind...

Auf den Grundfesten der Gefängnismauern und Meuchelmorde hat diese Bande von Tyrannen die neue Aufteilung des

Staates in neun Banowina proklamiert, und auf diese Art die nationale Einheit aller Nationen zerstückelt. Auf den Leichen der besten Söhne der unterdrückten Nationen, im Wege von Vertreibungen ganzer Familien vom Boden ihrer Väter, führt die Diktatur die Serbisierung ganzer Provinzen durch: in Kossowo, Mazedonien, Banat, Batschka...

In wessen Namen und im Namen welcher Prinzipien plündert und raubt, mordet und tötet, vernichtet ganze Provinzen und führt in den Abgrund ganze Nationen — das heutige Diktaturregime in Jugoslawien?

Wir haben bisher schon bei mehreren Anlässen die Ziele und Methoden der Diktatur hervorgehoben und die führenden Persönlichkeiten demaskiert. Wir wollen diese Einzelnen, sowie die Gruppen, in deren Namen heute regiert wird, nochmals im grellen Lichte der Kritik aufzeigen.

* * *

Heute wird regiert im Namen und im Interesse einer militaristisch-imperialistischen Clique, die ein Drittel des Budgets für das Heer und Rüstungen verausgabt und im Dienste der großen französischen Imperialisten eine Hegemonie über ganz Balkan vorbereitet. Im Namen einer Bande, die über 100 Menschen der bulgarischen Bevölkerung in der Umgebung Zaribrods und Bosilegrads ermordet hat, um Bulgarien zur Kapitulation zu zwingen, und die heute Millionen zur Ausrüstung ihrer Söldlinge in Albanien verschleudert, um die Versklavung Kossowos zu verewigen und sie auf ganz Albanien zu erweitern, um dem albanischen Volke an Stelle des italienischen, das großserbische Joch aufzuzwingen. Im Namen von Finanzmagnaten, die die Herrschaft an sich gerissen und die breiten Bauernmassen durch Wucherzinsen bis an den Rand des Abgrundes gebracht haben: die Schulden der breiten Bauernmassen betragen 5 Milliarden, ihre armselige Habe wird langsam verpfändet, bis zur letzten Decke und dem letzten Maß Weizen. Im Namen von Großindustriellen, die den Staat zu ihrem Erbgut und die Staatskassen zu ihren Privattresors gemacht haben und industrielle Schutzzölle gegen die Bauernschaft und die verarmten städtischen Schichten einbringen. Im Namen von Großgrundbesitzern und Feudalherren, denen fast das ganze Land zurückgegeben und als Entschädigung für den kleinen konfiszierten Teil hunderte Millionen Dinar bereits ausbezahlt und weitere Milliarden in Aussicht genommen worden sind. Im Namen und im Interesse des blutigen Königs, des mächtigsten Großgrundbesitzers, der zehn große Schlösser und eine ganze Reihe von Großgrundbesitzern zu seinem Eigentum zählt. Nur einer seiner vielen Großgrundbesitze, die er sich während der Diktatur angeeignet hat, der Besitz beim Demir-Kapu (Mazedonien), umfaßt 2000 ha der fruchtbarsten Erde in Jugoslawien, auf der Reis, Baumwolle, Südfrüchte, die besten Weintrauben, Mohn usw. gedeihen, wo Herden arabischer Pferde und die besten Rassen von verschiedenstem Vieh gezüchtet werden. Der königliche Diktator hat dem verarmten mazedonischen Volk Land weggenommen, auf dem 1000 Familien leben könnten.

Das sind die Mächte, in deren Namen das Diktaturregime herrscht, in deren Interesse die Fasisierung im ganzen Lande durchgeführt wird und die Massen mit der militaristisch-faschistischen Knute regiert werden. Und dies ist heute kein Geheimnis mehr für diese Massen. Sie sind sich der Ziele und der Mittel der Diktatur bewußt, und keine Stimmungsmache der käuflichen Presse, keine Huldigungsdeputationen, die dazu gezwungen worden sind, können jemanden hinsichtlich der wahren Ansichten und Ueberzeugungen der breiten Bevölkerungsschichten hinwegtäuschen. Sie sind auch nicht imstande, die ökonomische und finanzielle Bilanz der Diktatur wegzuwischen, die das Land zu einem finanziellen Ruin führt und die breiten Massen ins Elend und in die Verzweiflung.

Eine passive Handelsbilanz, hunderte Millionen nicht eingetriebener Steuer, Milliarden laufender Schulden, chronischer Hunger in ganzen Provinzen trotz «guter Ernte», hundertausende Arbeitslose und verarmte Bauern, die Arbeit und Brot fordern, überstürzter Verkauf von Bergwerken, von Staatsunternehmungen und Monopolen, um zu bestimmten katastrophalen Augenblicken zu Geld zu kommen und den finanziellen Krach wenigstens für den Moment abzuwenden, das

gänze Land eine Kolonie des Auslandskapitals, das ist das wahre ökonomische und finanzielle Bild Jugoslawiens.

Das richtige Bild der inneren staatlichen «Konsolidierung» können weder die Zuchthäuser und Folterungen, noch die Verurteilungen und die Meuchelmorde der politischen Gegner verdecken. Das richtige Bild der inneren Lage im Lande zeigt einen zähen und hartnäckigen Kampf der nationalen Revolutionäre, der Kommunisten und der revolutionären Arbeiter, zeigen eine offene Revolte breiter Bauernmassen, Ermordungen der Steuereintreiber und Gerichtsvollzieher, Plünderungen der arrivierten Reichen und Aufteilung des geplünderten Geldes unter verarmte Dorfbewohner. Zu Ehren des 6. Jänner, des Jahrestages der Diktaturherrschaft, hat die Regimepolizei neuerdings hunderte von Kroaten, unter ihnen auch den Führer der Raditsch-Partei, Matschek, verhaftet. Aber an diesem Festtage der Diktatur werden Millionen unterdrückter Kroaten, Mazedonier, Albaner, Montenegriener, Slowenen, Millionen der verarmten Bauern der serbischen und der

nichtserbischen Nationen sich einig und in ihrer Kampfbereitschaft stärker fühlen denn je — gerade wegen dieser immer häufigeren Verfolgungen, wegen des immer steigenden Elends, in das sie das Regime gebracht hat.

• Ab und zu knallt schon ein Schuß, den die bis zur Empörung getriebenen Sklaven abgefeuert haben. Diese Schüsse sind Signallichter, daß die Zeit nicht mehr fern ist, wo sich die vereinzelt Schüsse vereinigen werden in ein Sturmgebräus der unterdrückten Völker, der revolutionären Arbeiterschaft und der verarmten Bauernschaft, in ein Geklirr von Waffen, die gegen die blutigste und grausamste Tyrannei gerichtet sein werden. Zum Sturze dieser Tyranneherrschaft gibt es keinen anderen Ausweg als den bewaffneten Kampf, als den bewaffneten Aufstand. Die Idee eines bewaffneten Aufstandes ist deshalb bereits Allgemeingut der breiten jugoslawischen Massen geworden, und die Feier des 6. Jänner wird zweifellos die letzte Feier dieser Bluthunde sein.

Die Redaktion

Tod und Terror in Jugoslawien und auf dem Balkan

Protestkundgebung des Bundes „Freier Balkan“

(Korrespondenz aus Berlin)

Am 13. Dezember 1929 veranstaltete der Bund «Freier Balkan» im Berliner Künstlerhaus eine öffentliche Protestkundgebung gegen die militärfaschistische Gewaltherrschaft in Jugoslawien und auf dem Balkan.

Die Versammlung präsierte der bekannte Schriftsteller und Künstler *Herwarth Walden*, Direktor der Zeitschrift «Der Sturm».

Als erster ergriff der ehemalige albanische Ministerpräsident *Fan Noli* das Wort. Seine Schilderungen der Unterdrückung und Serbisierung der Mazedonier und Albaner in Jugoslawien zeigten klar die Vernichtungs- und Ausrottungspolitik der Militärdiktatur unter Führung des Königs Alexander. Nur die Aktion der unterdrückten Völker selbst kann diesen unerträglichen Zuständen ein Ende bereiten. Ueberaus treffend brandmarkt *Fan Noli* die Verräterrolle *Ahmed Zogus* als Agenten des italienischen Imperialismus. Unter der Herrschaft dieses «Retters des Vaterlandes» leidet das Volk chronischen Hunger, während der «Retter» selbst 15% der gesamten Staatseinnahmen für sich bezieht und 55% für seine Banditen und Söldlinge verausgabt.

Dr. Bartoschek, Tschechoslowakei, zeigt auf den mächtigen Einfluß der siegreichen proletarischen Revolution in Rußland auf die Werkstätten der ganzen Welt. In vielen Ländern antwortet die Bourgeoisie mit Ausnahme-gesetzen und Gewaltmaßnahmen. Am Balkan aber greifen die Vollstrecker der Reaktion zu mittelalterlichen Methoden. Oppositionelle Presse, Organisationen und Parteien werden verboten, in Jugoslawien z. B. ist sogar die Liga für Menschenrechte aufgelöst. Furchtbare Bilder von Mord und Gewalt entrollt der Redner.

Rechtsanwalt Fournier, Paris, berichtet über die Erfahrungen des zum Prozeß der «52» nach Sofia entsandten französischen Rechtsanwaltes *Berton*, der selbst verhindert war, an der Kundgebung teilzunehmen. Die Lage der politischen Gefangenen in den bulgarischen Gefängnissen ist eine unmenschliche. 16 kg schwere Ketten tragen die Gefangenen an Händen und Füßen. Die geringsten «Verfehlungen» und Proteste werden mit Zellenhaft, in schweren Ketten, bestraft.

Dr. Apfel, Berlin, berichtet über seine Studienreise am Balkan. Terror in Jugoslawien auf Schritt und Tritt. Jede freie Meinungsäußerung wird streng bestraft. In Zagreb wurde eine Anwaltskammer für Kroatien gegründet. Bei der Abfassung des Begrüßungstelegrammes an den König schlugen mehrere Anwälte vor, die Bitte anzuschließen, der König möge die Bürgerrechte wiederherstellen. Alle diese Anwälte waren am nächsten Tage verhaftet und später verurteilt. Die europäische Öffentlichkeit muß die Vorgänge in diesem Wetterwinkel der Kriegsgefahr mit wachsamem Auge verfolgen.

Marcel Willard, Frankreich, gibt ein scharf umrissenes Bild der Unterdrückung des mazedonischen Volkes unter der Gewaltherrschaft Bulgariens, Griechenlands und vor allem Jugoslawiens. Allein im Jahre 1928 wurden im serbischen Mazedonien 300 Mazedonier getötet, in der Zeit von 1922 bis 1929 im bulgarischen Mazedonien 1500 ermordet. Mehr als 1000 mazedonische Arbeiter schmachten in den serbischen Kerker, zu Tausenden Jahren Zuchthaus verurteilt. Der Kampf des mazedonischen Volkes wird zur Zündschnur am Pulverfaß des Balkans werden. Hilfe ist einzig und allein vom Kampf des gesamten mazedonischen Volkes in Verbindung mit den Unterdrückten des ganzen Balkans zu erwarten. Nur

durch die Aufrichtung einer Föderation freier nationaler Arbeiter- und Bauernrepubliken am Balkan kann Mazedonien befreit werden.

Porphyrogenis, Griechenland, schildert die Zustände unter der Gewaltherrschaft *Venizelos*. Er zeigt den Kampf der revolutionären Arbeiter und Bauern unter Führung der Kommunistischen Partei, die immer größere Reaktion des anwachsenden Faschismus in Griechenland und die Leiden der mazedonischen Bevölkerung im griechischen Mazedonien.

Ein jugoslawischer Emigrant entrollt ein schreckliches Bild der Gewaltherrschaft der serbischen Hegemonie seit dem Bestehen Jugoslawiens. 3964 Ermordete, 40.000 Eingekerkerte! Innerhalb des letzten Jahres ermordete die faschistische Militärdiktatur 56 politische Gefangene. Dies war die Folge eines Geheimerlasses des Innenministeriums, daß Kommunisten «im Gefängnis erledigt werden müssen». Auf den Kopf führender Kommunisten sind Belohnungen von 50.000 Dinar ausgesetzt. Die Liste der Ermordeten ist als Erwiderung auf einen Artikel des «Manchester Guardian» offiziell anerkannt worden, nur wurde die zynische Erklärung hinzugefügt, die Ermordeten seien Kommunisten.

Petrascanu, Rumänien, entlarvt die Lüge von der Demokratie der Regierung *Maniu*. Keine Pressefreiheit in Rumänien, die Gewerkschaften, die revolutionären Arbeiterorganisationen aufgelöst. In der Dobrudscha und in Bessarabien werden die Bauern enteignet und ihr Land unter die Offiziere aufgeteilt. 350.000 Arbeitslose ohne Unterstützung. Die drohende Gefahr des Faschismus schreitet vor. Rumänien ist der Vorposten des kommenden Krieges der Imperialisten gegen Sowjet-Rußland.

Eine Resolution, welche, entsprechend den Ausführungen der Redner, die Kampfmaßnahmen und Proteste gegen die nationale und Klassenunterdrückung am Balkan und insbesondere in Jugoslawien und für das Selbstbestimmungsrecht der Balkanvölker, für die Föderation der freien Republiken der Werktätigen am Balkan, zum Ausdruck bringt, wurde vom Rechtsanwalt und Abgeordneten *Dr. Obuch* verlesen und einstimmig von der Versammlung angenommen.

Diese Veranstaltung war ein wichtiger politischer Auftakt im Kampfe gegen die Gewaltherrschaften am Balkan.

Rudolf Steingut

Das Echo der Ausstellung „Tod und Terror in Jugoslawien“

Die Ausstellung «Tod und Terror in Jugoslawien», über die wir in der vorigen Nummer der «Balkan-Föderation» geschrieben haben, gehört zu den ersten größeren Aktionen im Auslande zur Unterstützung des Kampfes der unterdrückten Nationen, der Arbeiter und Bauern Jugoslawiens gegen die militärfaschistische Diktatur. Diese Ausstellung ist eine furchtbare Anklage gegen die blutbesudelten Diktatoren in Jugoslawien und eine ebensolche Anklage gegen diejenigen «demokratischen» Kreise Europas, die zu allen Greueln, die heute in Jugoslawien geschehen, schweigen und dadurch in vollem Maße zu Mitschuldigen werden.

Die Besucher der Ausstellung, die zum größten Teile sehr schlecht über die Ereignisse in Jugoslawien informiert waren, nahmen mit Entsetzen und Empörung von den mittelalterlichen Inquisitionsmethoden Kenntnis, die die jugoslawische Diktatur anwendet, um sich an der Macht zu erhalten. So ergriff z. B. bei der Eröffnung der Ausstellung, nach dem Referate des ehemaligen albanischen Ministerpräsidenten *Fan*

Noli, Landesgerichtsrat Dr. von Holten spontan das Wort, um seiner leidenschaftlichen Empörung über die geschilderten Greuelthaten Ausdruck zu geben. Ein bekannter Führer der Lausitzer Serben, die die Diktatur durch ihre Gesandtschaften in Deutschland im nationalistischen, großserbischen Sinne zu beeinflussen versucht, forderte, daß die Ausstellung von Ort zu Ort, durch die ganze Welt gebracht werde, damit sich eine mächtige Protestwelle in internationalem Maßstabe gegen die Diktatur in Jugoslawien erhebe. Dieser Forderung schlossen sich zahlreiche spätere Besucher an, und die fortschrittliche Presse beschäftigte sich eingehend mit der Ausstellung.

In den ersten Tagen waren zahlreiche jugoslawische Spione, faschistische Studenten und Agenten der Berliner jugoslawischen Gesandtschaft in der Ausstellung erschienen, sie wagten jedoch mit Rücksicht auf den starken Besuch revolutionärer Arbeiter in der Ausstellung keinerlei Provokation. Die jugoslawische Gesandtschaft in Berlin intervenierte sofort bei den deutschen Behörden und forderte Schließung der Ausstellung. Dieser Forderung wurde nur zum Teile entsprochen: Aus «völkerrechtlichen Gründen» beschlagnahmte das Berliner Polizeipräsidium vier bildliche Darstellungen:

1. Eine Darstellung des grausamen «Gesetzes zum Schutze der öffentlichen Sicherheit und Ordnung im Staat» mit folgendem Texte: «Ich verbiete: die Verfassung und alle politischen Gesetze; alle Bürgerrechte; die Pressefreiheit; sämtliche politischen Parteien; alle Parteien, die religiösen oder Stammescharakter tragen; die Autonomie der Gemeinden und Distrikte; die revolutionären Unabhängigen Gewerkschaften, die Kultur- und Sportorganisationen der Arbeiterschaft; jeden Streik in Bergwerken, Verkehrsunternehmen und lebenswichtigen Betrieben; alle nationalen Kulturorganisationen; die Abhaltung von Versammlungen unter freiem Himmel und in geschlossenen Lokalen sowie Zusammenkünfte ohne vorherige Bewilligung der zuständigen Polizeibehörde».

2. Ein Ausschnitt aus der französischen Zeitung «La Défense» mit einer Karikatur des Königs Alexanders auf der Tafel «Die Auslandspresse über die Diktatur».

3. Das Bild des Königs auf der Tafel «Die Verantwortlichen für Justizmord, Terror, Folter, Plünderung».

4. Die Darstellung «Durch Mord zur Macht», die die Geschichte der herrschenden Dynastie Karageorgewitsch enthält, mit folgender Unterschrift: «Karageorge Petrowitsch, Begründer der regierenden Dynastie, ermordete seinen Vater und erhängte seinen Bruder. König Peter tötete seine Frau. König Alexander ließ seinen Nebenbuhler, den Studenten Ciritsch, ermorden. Auf seinen Befehl wurden Oberst Apis und zwei führende Nationalrevolutionäre hingerichtet. Im Einvernehmen mit Alexander wurde der Plan gefaßt, die Führer der kroatischen Freiheitsbewegung Stephan und Paul Raditsch und Gjuro Bassaritschek zu ermorden. Sein Werk ist der Vergiftungsversuch an Pribitschewitsch».

Diese provokatorischen Konfiskationen des Berliner Polizeipräsidiums konnten den bedeutenden Erfolg der Ausstellung nicht vermindern — im Gegenteil: das Interesse für die Ausstellung wurde dadurch noch mehr gesteigert. Die Ausstellung wurde von mehr als 1500 Personen besucht. Die Besucher setzten sich durch ihre Unterschriften für folgende Forderungen ein:

Allgemeine Amnestie für alle politischen Verhafteten und Verurteilten!

Zulassung einer internationalen Enquete, die die Lage der unterdrückten Völker, der nationalen Minderheiten, der Arbeiterklasse und der politischen Angeklagten und Verurteilten untersuchen wird!

Abschaffung aller Ausnahmegesetze und volle Bekenntnisfreiheit aller politischen Ueberzeugungen, Selbstbestimmung der nationalen Minderheiten!

Voller gesetzlicher, persönlicher und gerichtlicher Schutz, volle Verteidigungsmöglichkeit, custodia honesta für alle politischen Angeklagten oder Verurteilten.

L. P.

Der Bund „Freier Balkan“

Elf Jahre nach dem Schluß des Weltkrieges hat der Krieg auf dem Balkan noch immer nicht aufgehört. Elf Jahre, nachdem die westeuropäischen Völker ihre Friedens-Aufbauarbeit begonnen haben, wird am Balkan die Zerstörungsarbeit immer noch fortgesetzt. Denn die Großmächte haben die Balkanregierungen zu ihren Sklaven gemacht, verwenden sie als ihre Söldner, ihre Gendarmen. Und diese versklavten Balkanregierungen haben sich seit elf Jahren als die Marterer, die Henker ihrer eigenen Völker benommen. Die Verbrechen, die die Balkanregierungen seit elf Jahren an ihren Völkern begehen, sind grausamer und verheerender als die Verheerungen des Weltkrieges.

Die fortschrittliche öffentliche Meinung Westeuropas hat über die Schreckenskunden, die ihr vom Balkan gekommen sind, aufgehört und manche ihrer eminentesten Vertreter nach dem Balkan entsandt, um dort an Ort und Stelle die Geschehnisse zu untersuchen. Diese Abgesandten haben sich zu verschiedenen Zeiten und zu wiederholten Malen nach allen Balkanländern begeben, dort persönlich die Folterwerkzeuge in den Kerkern, die schmachtenden Gefangenen, die zerstörten Dörfer, die furchtbare Trostlosigkeit der Witwen und Waisen gesehen und diese Schrecknisse durch Zeitungen, Zeitschriften, Vorträge zur Kenntnis der Öffentlichkeit gebracht. Sie haben auch in den europäischen Kulturzentren Vereinigungen, Ligen, Bünde gebildet, um für die Befreiung der darbenenden Balkanvölker zu arbeiten.

So entstanden auch, unter anderem, die verschiedenen Komitees gegen den Terror auf dem Balkan, die von fast sämtlichen europäischen Hauptstädten, hauptsächlich aber von Paris aus, eine so rege und wirksame Tätigkeit zu Gunsten der Unterdrückten auf dem Balkan entfalten. So entstand auch vor zirka 6 Monaten in Berlin der Bund «Freier Balkan», der besonders energisch den Kampf gegen die Balkangreuel aufgenommen hat. Der Bund «Freier Balkan» hat in der gesamten fortschrittlichen Presse Deutschlands Berichte, Dokumente, Photographien usw. über das Wüten der Terrorregimen auf dem Balkan, hauptsächlich in Jugoslawien, veröffentlicht, und dies auch kürzlich in einer Ausstellung in Berlin zur Schau gebracht. In dieser Ausstellung wurde auch durch zahlreiche Dokumente ganz besonders der Berliner Bevölkerung gezeigt, wie fast eine Million Albaner in Kossowo durch die Belgrader Diktatoren vernichtet werden. Der Bund «Freier Balkan», der sich aus den hervorragendsten deutschen Persönlichkeiten zusammensetzt, hat auch kürzlich die Vertreter der Berliner Presse zu einer Versammlung geladen und ihnen an Hand unwiderlegbarer Dokumente die Schreckenstaten der Balkanregierungen, besonders aber die der jugoslawischen Regierung, dargelegt und sich in seinem Kampfe gegen diese Greuelthaten die Hilfe der deutschen fortschrittlichen Presse gesichert. Der Bund «Freier Balkan» hat auch neulich im Berliner Künstlerhaus eine imposante Protestkundgebung gegen den Balkanterror, insbesondere gegen den an den Albanern von Kossowo verübten jugoslawischen Terror, veranstaltet.

Der Unterzeichnete, ein Albaner aus Kossowo, erachtet es als seine Pflicht, hier dem Bunde «Freier Balkan», der Berliner fortschrittlichen Presse, sowie der ganzen Berliner Bevölkerung für diese ihre Teilnahme an den Leiden der Balkanvölker und ihre Protestkundgebungen gegen den auf dem Balkan und besonders in Kossowo wütenden bestialischen Terror seinen innigsten Dank auszusprechen.

Professor Kiamil Balla

Adresse du journal:

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien IX, Postamt 71, Postfach 50

SOMMAIRE

Notre nouvelle adresse: Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50
Prière d'adresser tout envoi d'argent à „La Fédération Balkanique“
— Postscheckkonto No. D-73.796 Wien, Autriche —

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

Texte français (pages 2773—2777)

La Rédaction: L'anniversaire de la dictature en Yougoslavie — P. Louis: Au tournant de l'année — La Mort et la Terre en Yougoslavie et dans les Balkans: R. Steingut: Meeting de protestation de l'Association „Freier Balkan“ — B. Péjani: Au pays des massacres: Cossovo — M. Walter: En Macédoine sous le joug des dictateurs grand'serbes — R. Williams: La Ligue Internationale des Femmes et la Paix Balkanique — C. Arboré-Ralli: La République Moldave Soviétique

Texte allemand (pages 2778—2780)

Die Redaktion: Der Jahrestag der Diktatur in Jugoslawien — Tod und Terror in Jugoslawien und auf dem Balkan: R. Steingut: Protestkundgebung des Bundes „Freier Balkan“ — L. P.: Das Echo der Ausstellung K. Balla: Der Bund „Freier Balkan“